

PRÉFET DE LA RÉGION PICARDIE

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Communes de **Beuvraignes, Laucourt (80), Amy et Crapeaumesnil (60)**
Société ENERGIE LES TRENTE

ARRETE du **16 JUIL. 2014**
Le préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'Environnement et notamment les titres 1^{er} des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et ses articles R. 553-9 et R. 512-67 relatifs respectivement à la consultation des commissions départementales de la nature, des paysages et des sites et à la décision par arrêté conjoint des préfets des deux départements ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 01 août 2012 nommant Monsieur Jean-François CORDET, Préfet de la région Picardie, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Picardie du 14 juin 2012 relatif à la mise en œuvre du droit d'évocation du Préfet de région en matière d'éolien, en application de l'article 2 du décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) de Picardie et son annexe le schéma régional éolien (SRE), approuvé par le conseil régional le 30 mars 2012, arrêté par le Préfet de région le 14 juin 2012, puis entré officiellement en vigueur le 30 juin 2012 ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2012 et complétée le 2 janvier 2013, le 8 avril 2013 et le 23 juillet 2013 par la société ENERGIE LES TRENTE dont le siège social est situé 98 rue du Château, 92100 Boulogne-Billancourt en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance totale de 10,8 MW ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 24 juillet 2013 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 27 août 2013 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours consécutifs du 24 septembre au 24 octobre 2013 inclus ;

Vu les registres d'enquête ainsi que les rapport et avis du commissaire enquêteur du 12 novembre 2013 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu le rapport du 21 février 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Somme du 4 mars 2014 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de l'Oise du 28 mai 2014 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 19 juin 2014 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier du 1er juillet 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 512-1 du code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les communes d'implantation du parc éolien font partie de la liste des communes établissant la délimitation territoriale des zones favorables à l'éolien du Schéma Régional Éolien (SRE) susvisé ;

CONSIDÉRANT que le projet de parc éolien porté par la société ENERGIE LES TRENTÉ se situe en zone orange (favorable sous conditions) de la cartographie du schéma régional éolien, en raison de la proximité avec le château de Tilloloy ;

CONSIDÉRANT que les nuisances pour l'environnement et les tiers sont limitées par l'éloignement du projet vis à vis des habitations ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact montre que l'implantation des éoliennes pourra altérer les vues sur le paysage et les monuments historiques sans pour autant les dégrader ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux en particulier avec l'interdiction des travaux en période de nidification ;

CONSIDÉRANT que les distances d'éloignement figurant en annexe du SRE par rapport aux espaces boisés recommandées par l'Organisme Européen pour la protection des chauves-souris (EUROBATS) et par la Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères (SFEPM) sont respectées ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfetures de la Somme et de l'Oise ;

ARRÊTE :

Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ENERGIE LES TRENTÉ dont le siège social est situé 98 rue du Château, 92100 Boulogne-Billancourt est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de BEUVRAIGNES, LAUCOURT, AMY et CRAPEAUMESNIL les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur au moyeu : 95 m Hauteur totale en bout de pale : 145 m Puissance totale installée : 10,8 MW Nombre d'aérogénérateurs : 6	A

A : installation soumise à autorisation

Article 3 : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
Aérogénérateur n° 1 (E1)	631408,3	2518594,8	Laucourt (80)	Sole du Bois Michel	ZD 5
Aérogénérateur n° 2 (E2)	631406,7	2518182,7	Beuvraignes (80)	Le Fond de Laucourt	ZE 28
Aérogénérateur n° 3 (E3)	632623,8	2517731,5	Beuvraignes (80)	Le Champ Navette	ZR 19
Aérogénérateur n° 4 (E4)	633374,6	2518244,1	Amy (60)	Le Fond de Gronde	A 1
Aérogénérateur n° 5 (E5)	633479,6	2517800,5	Crapeaumesnil (60)	Le Haute Borne	A 131
Aérogénérateur n° 6 (E6)	633830,0	2518155,8	Amy (60)	La Haute Borne	A 363
Poste de livraison (PDL)	633354,8	2518293,0	Amy (60)	Le Fond de Gronde	A 1

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 5 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2. Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'Environnement par la société ENERGIE LES TRENTE, s'élève donc à :

$$M(\text{année } n) = 6 \times 50\,000 \times ((\text{Index } n / \text{Index } 0) \times ((1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0))) = 317\,323 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index TP01(septembre 2013) = 703,9

Index₀ (1er janvier 2011) = 667,7

TVA₀ = 19,6 %

TVA = 20 %

L'exploitant réactualise chaque année le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 6 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

6.1- Protection des chiroptères/avifaune

Afin d'éviter l'attrait des chiroptères, la plate-forme créée à la base de chaque éolienne est fauchée régulièrement ou cultivée.

6.2- Protection du paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Toutes les lignes électriques implantées pour assurer le raccordement interne du parc, soit des éoliennes jusqu'au poste de livraison, sont enfouies afin de limiter l'impact visuel des installations.

La couleur du poste de livraison et son habillage facilitent son insertion dans le paysage.

Article 7 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, les travaux, en un lieu donné, de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) et de mise en place des fondations démarrent entre le 1^{er} août de l'année N et le 15 mars de l'année N+1. Les travaux peuvent commencer en dehors de cette période sous réserve de l'accord et du respect des préconisations d'un expert écologue consécutives à un repérage sur site de nids par ses soins, et de leur transmission à l'inspection des installations classées préalablement au démarrage des travaux.

Article 8 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

Sans objet

Article 9 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 10 : Auto surveillance des niveaux sonores

Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les 6 mois après la mise en service industrielle des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 11 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle pour vérifier l'efficacité des mesures correctives mises en œuvre. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de perturbation de la réception radioélectrique observée chez des tiers et imputable à la présence du parc éolien (autorisé par cet arrêté), l'exploitant met en œuvre dans les plus brefs délais, des actions correctives auprès des foyers concernés, afin de faire cesser ces nuisances.

Article 12 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif d'Amiens :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de six mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 13 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de Beuvraignes, Laucourt, Amy et Crapeaumesnil pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des communes de Beuvraignes, Laucourt, Amy et Crapeaumesnil feront connaître par procès verbaux, adressés aux préfetures de la Somme et de l'Oise l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société ENERGIE LES TRENTE, et sera publié sur le site Internet des préfetures de la Somme et de l'Oise.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Andechy, Armancourt, Beuvraignes, Bus-la-Mesnière, Carrepuis, Champien, Damery, Dancourt-Popincourt, Fescamps, Goyencourt, Grivillers, Gruny, Laboissière-en-Santerre, Laucourt, L'Echelle-Saint-Aurin, Marquivillers, Roiglise, Roye, Saint-Mard, Tilloloy, Verpillières, Villers-lès-Roye dans le département de la Somme ; Amy, Avricourt, Beaulieu-les-Fontaines, Boulogne-la-Grasse, Candor, Canny-sur-Matz, Conchy-les-Pots, Crapeaumesnil, Ecuville, Fresnières, Lassigny, Margny-aux-Cerises, Roye-sur-Matz dans le département de l'Oise.

Un avis au public sera inséré par les soins des préfectures de la Somme et de l'Oise et aux frais de la société ENERGIE LES TRENTE dans deux journaux diffusés dans chacun de ces deux départements.

Article 14 : Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de la Somme et de l'Oise, les sous-préfets des arrondissements de Montdidier et de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Beuvraignes, Laucourt, Amy et Crapeaumesnil et à la société ENERGIE LES TRENTE.



Amiens, le **16 JUL. 2014**

Le Préfet de Région

Jean-François CORDET